

Nicolas Werth, *L'Ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009, 335 p.

Sabine Dullin

Avec *L'Ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse 1937-1938*, Nicolas Werth offre une belle synthèse sur un événement fondamental dans l'histoire des violences européennes du XX^e siècle. Il clôt, ce faisant, une série de travaux qu'il avait engagés depuis l'ouverture des archives et qui contribuèrent de manière décisive à renouveler l'histoire sociale et politique de l'URSS de l'entre-deux-guerres¹. Nicolas Werth sait aussi communiquer son goût de l'archive en mettant à la disposition du lecteur français des documents saisissants. Il cite beaucoup et longuement, avec bonheur, et c'est un élément essentiel de son dispositif d'écriture. Passeur d'archives qui disent une époque, il est aussi le passeur, en France, des nombreux travaux russes et, notamment, de l'immense travail accompli pendant des années par l'équipe Mémorial pour nommer et compter les victimes et cela, très souvent, à l'échelle locale et régionale.

L'accent est mis, dans cet ouvrage, sur le versant resté inconnu de la Grande Terreur jusqu'à l'ouverture des archives : les opérations secrètes qui furent les plus lourdes en termes de coût humain. En cela, l'auteur reste fidèle à l'histoire qu'il affectionne : celle des petits, des sans-grades, des anonymes confrontés à la violence d'État. Les destinées à la fois absurdes et tragiques d'un ivrogne et d'une marchande de fleurs en sont ici les symboles.

La face publique de la Grande Terreur qui débute avec les lois d'exception promulguées dans le sillage de l'assassinat de Kirov (décembre 1934) et dont Nicolas Werth rappelle les grandes lignes dans le premier chapitre était sous le projecteur des historiens depuis le rapport au XX^e congrès de Khrouchtchev en 1956. Robert Conquest en avait retracé, le premier, l'histoire². Depuis, une série d'études ont permis d'affiner notre connaissance de ce que Nicolas Werth appelle les « purges des élites » : avec les grands procès publics et l'épuration des cadres du Parti et de l'État, le groupe stalinien s'employa à en finir avec les clientélismes locaux mais aussi à modeler des appareils loyaux désormais entièrement dévoués au chef. Cette Grande Terreur fit 60 000 disparus environ, soit 7% du total des victimes de ces années-là.

L'ouvrage de Nicolas Werth est quant à lui consacré à l'autre Grande Terreur : celle qui débuta dans le plus grand secret le 30 juillet 1937 et s'acheva, en catimini, le 17 novembre 1938. En une année et demie : 725 000 morts, 1 Soviétique fusillé sur 200, 1 Soviétique arrêté sur 100 dans le cadre d'une série d'opérations dont les

¹ Citons, notamment, son chapitre « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique », in Stéphane Courtois et *al.*, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répressions*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 39-312 ; *L'Île aux cannibales. 1933, une déportation abandon en Sibérie*, Paris, Perrin, 2006 ; *La Terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

² Robert Conquest, *The Great Terror, Stalin's Purge of the thirties*, Londres, Macmillan, 1968 ; *La Grande Terreur : les purges staliniennes des années trente*, Paris, Stock, 1968.

plus importantes furent l'« opération koulak » et les « opérations nationales ». Une préoccupation centrale de l'auteur est de donner les chiffres les plus précis possibles de ce meurtre de masse, de n'oublier personne. Combien ? Combien d'opérations ? Combien par régions, par catégories sociales, nationales ?

On a également une restitution très précise de la chaîne des responsabilités, allant de la directive rédigée par Staline et Ejov, les cerveaux de ces opérations secrètes, jusqu'à l'ordre d'arrestation de tel citoyen soviétique en passant par les différents échelons intermédiaires des organes de répression ordinaires ou extraordinaires. L'auteur confirme le caractère très centralisé des opérations répressives, y compris dans la négociation à la hausse ou à la baisse des quotas d'exécutions et de déportations menée entre Moscou et les autorités régionales et républicaines. Il souligne combien Staline et Ejov, loin de calmer les ardeurs répressives, les stimulèrent. La question des « excès » locaux, qui nourrit longtemps la vision des historiens « révisionnistes » américains y voyant le signe d'un système politique travaillé de contradictions et échappant au contrôle du Kremlin, est replacée à sa juste valeur. Les enquêtes diligentées en 1939 pour condamner les dérives de la *Ejovshchina* indiquent, tout au plus, un réajustement hiérarchique entre le Parti et la sécurité d'État, dont les milieux de la justice se font les vecteurs. Pour Nicolas Werth, l'essentiel reste, durant les années 1937-1938, la validation permanente au sommet, sous couvert des quotas, des méthodes totalement arbitraires d'arrestation et d'exécution, un ivrogne ramassé dans la rue pouvant faire l'affaire, dès l'instant que le travail du tchékiste est de faire coïncider, par n'importe quel moyen, le récit de vie de l'interpellé avec la cible et le mobile de l'opération répressive en cours.

Comment une répression d'une telle ampleur a pu être mise en œuvre dans des délais si courts, notamment au vu de la grande faiblesse des effectifs policiers ? L'auteur consacre des pages passionnantes aux pratiques des agents de la sécurité intérieure, ceux qui utilisent les fichiers, nourrissent les dossiers, conduisent les interrogatoires, torturent et exécutent les condamnés. L'auteur constate dans ce domaine un espace d'inventivité individuelle indéniable (technique de la super-chaîne, interrogatoire sur la fosse, mise en scène festive des exécutions), espace dont l'élargissement est, selon lui, à mettre au compte de la brutalisation. Pour lui, le moment violemment formateur dans ce domaine est celui de la dékoulakisation du début des années 1930. C'est là que l'âme du tchékiste travaillant depuis l'époque Dzerjinski se serait aguerrie. Il me paraît important de souligner que l'accent mis sur les comportements des *perpretators* de la répression stalinienne n'est guère répandu dans l'historiographie de l'URSS. C'est un des grands mérites de Nicolas Werth, participant dans ce domaine au travail collectif de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), que de s'atteler à cette tâche bien évidemment très lourde dans le contexte soviétique.

Mais revenons à l'énigme du moment 1937-1938. Nicolas Werth en explore différentes facettes. Dans l'évolution du stalinisme des années 1930, le lancement des opérations répressives à l'été 1937 porte d'abord la marque des politiques d'ingénierie sociale dont l'Union soviétique a été un des plus vastes laboratoires du XX^e siècle. Il s'agit d'une étape supplémentaire franchie dans la gestion technique et violente de l'humain dont témoigne, de manière évidente, l'outillage discursif des agents de la Terreur parlant de dépolluer, d'éléments à collecter, décharger, nettoyer, déraciner. En historien de la spirale de violence à laquelle est confrontée la société soviétique sous Staline, Nicolas Werth propose de voir dans la Grande Terreur une période de

« radicalisation cumulative », de « paroxysme répressif ». Toutefois, les motivations précises conduisant au déclenchement de cette Terreur de masse restent plus mystérieuses. La piste la plus sérieuse explorée récemment par certains historiens (Oleg Khlevniouk, Hiroaki Kuromiya) et dont Nicolas Werth rend compte ici serait la perception de la situation internationale par le groupe stalinien. Ce qui est, en effet, nouveau en 1937, c'est l'atmosphère d'avant-guerre. La crainte nourrie par l'expérience de la guerre civile en Espagne d'une cinquième colonne en URSS, d'un réservoir insurrectionnel manipulé de l'étranger et prêt à agir en cas de guerre a pu constituer un facteur important dans la volonté d'en finir avec tous ceux qui étaient alors étiquetés, selon des critères sociaux ou nationaux, comme les ennemis potentiels du régime – anciens koulaks, popes, anciens gendarmes, familles de la noblesse mais aussi Allemands, Polonais, Japonais, Finlandais, Lettons... Dans les années 1937-1938, les tchékistes sont priés de mettre à jour de grandes conspirations aux ramifications régionales, nationales et internationales. L'accent est mis par Nicolas Werth sur l'absurdité de tous ces « prétendus » complots et sur la paranoïa au sommet. Je plaiderais, quant à moi, pour une perspective davantage internaliste, seule susceptible, sans pour autant justifier l'injustifiable, de comprendre ce qu'a pu être, au Kremlin, l'esprit de réactivité à la conjoncture, tant au moment du lancement que de l'arrêt des opérations. La menace extérieure, notamment japonaise, n'est pas seulement un mirage et il ne peut être indifférent que la région d'Extrême-Orient soit l'une des plus touchées par la répression. L'intelligibilité des opérations de la Grande Terreur nécessite ainsi que l'on en sache davantage sur le travail mené par les services du contre-espionnage et du département étranger du NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) de démantèlement des vrais réseaux de renseignement et d'action antisoviétiques. Par ailleurs, on touche peut-être là aux limites de la dissociation fortement établie dans l'ouvrage entre purges des élites et terreur contre la population. L'analyse de la sortie fin 1938 du « meurtre de masse » semble plutôt militer pour une reconnection des deux Terreurs.

Ainsi, avec cet ouvrage passionnant, Nicolas Werth pose un jalon essentiel dans la compréhension du système stalinien d'avant-guerre. Il met un terme définitif au grand débat qui divisa l'historiographie entre écoles totalitaire et révisionniste et qui portait sur l'interprétation de la spirale de violence de 1937-1938. Surtout, on ne pourra dorénavant plus enseigner, parler ni écrire sur la Grande Terreur en occultant les opérations secrètes qui décimèrent tant d'innocents. C'est aussi une contribution importante à l'étude des dictatures les plus sanglantes du XX^e siècle.